

Fête du NPA 27 Samedi 22 janvier au Moulin de Louviers

Autour du thème :
**« Santé, protection
sociale et industrie du
médicament »**

- **16h-18h30** : table ronde avec
Philippe Pignarre, auteur de « *Le
grand secret de l'industrie
pharmaceutique* » et « *Comment la
dépression fut inventée* » ; Guy
Trolley, CGT Sanofi-Pasteur Val-de-Reuil
et Jean-Claude Laumonier,
commission santé-social du NPA

- **18h30** : Allocution

- **19h** : Apéro, repas, chansons...

**Entrée libre
et gratuite**

Débat sur l'industrie
pharmaceutique, les
médicaments et les
scandales (Médiator
et autres), la santé et
la protection sociale.

La crise, les
restructurations dans
l'industrie
pharmaceutique et
ses conséquences sur
l'emploi.

Le Moulin
Rue des Anciens
Combattants
d'Afrique du Nord
27400 LOUVIERS



Bulletin des travailleurs

Comité d'Evreux du Nouveau Parti Anticapitaliste

Bulletin GSK-Evreux - Janvier - 2011

Scandale du Médiator : des conflits d'intérêt mis nu

Deux médecins travaillant pour le laboratoire Servier, fabricant du Mediator, étaient aussi conseillers du ministre de la Santé Xavier Bertrand quand il a prolongé le remboursement du médicament en 2006, écrit *Le Canard enchaîné* de la semaine. Pourtant la Haute autorité de santé, instance d'expertise sollicitée pour se prononcer sur l'efficacité du Mediator, avait conclu qu'il ne présentait "aucun intérêt de santé publique".

Ce médicament antidiabétique, prescrit souvent comme coupe-faim, n'a finalement été interdit qu'en 2009. Il aurait fait de 500 à 2.000 morts depuis sa mise sur le marché en 1976.

A cette époque, deux médecins ayant des liens financiers avec Servier, travaillaient avec le ministre de la Santé. Le premier, le professeur Bréart a déclaré ses liens d'intérêt avec le laboratoire. La seconde, Françoise Forette, par ailleurs élue UMP, a publié deux études financées par Servier et a perçu des honoraires du labo. Les deux professeurs travaillent aussi pour une fondation sur la maladie d'Alzheimer créée en 1985 par trois laboratoires, dont Servier.

Sarkozy, avocat de Jacques Servier, depuis le début de ce laboratoire, lui a remis la légion d'honneur en 2009. Pour le labo Servier seule compte les profits qu'il a pu engranger au fil des années.

Pour le NPA, il faut une **commission d'enquête indépendante** pour faire toute la lumière. Les intérêts privés sont incompatibles avec la santé de la population. C'est pourquoi, le NPA se prononce **pour l'expropriation des laboratoires privés** et la constitution **d'une industrie publique du médicament.**

Pour joindre et rejoindre le NPA : npa-27@hotmail.fr

Nom : Adresse :

.....Mail :

Site Eure NPA-27: <http://bulletindestravailleurs.over-blog.com>

En 2011, des résistances toujours d'actualité

Les mobilisations sociales de 2010 contre la réforme des retraites mais aussi dans d'autres pays d'Europe ont montré que les révoltes contre les politiques libérales peuvent rassembler des dizaines de millions de salariés et de jeunes. C'est ainsi qu'en France l'injuste loi Woerth-Sarkozy sur les retraites est passée grâce au coup de force d'un gouvernement totalement illégitime. La défense de nos droits sociaux et de nos libertés publiques passe donc par des luttes générales, coordonnées et reconductible. C'est sur ce terrain que les travailleurs pourront faire échec ces prochains mois aux politiques destructrices de la droite au pouvoir et du Medef.

Un plan d'action anticapitaliste

Refusons d'attendre 2012 comme beaucoup à gauche nous le proposent. En 2011, il faut continuer ensemble à se mobiliser pour l'emploi et les salaires, le refus de la précarité et du chômage, pour la Santé et l'Education.

Face à la crise et aux politiques d'austérité soutenues par le FMI de Strauss-Khan, un plan d'action anticapitaliste doit être au cœur des débats, pour faire payer la crise à ceux qui en sont responsables et proposer une répartition radicale des richesses.

Défendre des augmentations de salaire de 300 euros net et pas de salaires ou minima sociaux en dessous de 1 500 euros net. Un partage du travail permettant à tous et toutes de travailler. Et

l'expropriation des banques pour la mise en place d'un service public bancaire qui permettrait de financer un plan de transition économique et écologique basé sur la satisfaction des besoins.



Chez SANOFI on licencie par boîte vocale !

1700 salariés américains de Sanofi-Aventis ont appris leur licenciement en appelant une boîte vocale automatique !

La voix laconique d'un répondeur leur fait savoir qu'ils sont licenciés et leur demande de quitter immédiatement l'entreprise.. Seule précision: les salariés seront payés jusqu'au 31 décembre et quelques avantages leur seront accordés.

Dans le même temps, un sous-traitant mandaté par l'entreprise passe au domicile de toutes les personnes licenciées récupérer les ordinateurs, voitures de fonctions et autres effets personnels appartenant à l'entreprise

Cette restructuration fait suite à l'OPA de 18,5 milliards de dollars lancée par Sanofi-Aventis sur le groupe pharmaceutique américain Genzyme.

Une telle pratique pourrait-elle arriver en France ? Eh bien oui !

C'est ce qui est arrivé en novembre dernier à **13 salariés d'une entreprise de compteur électrique**, un sous-traitant d'ERDF, qui ont été convoqués par texto par le directeur des Ressources humaines en vue de leur licenciement.

OLIVIER BESANCENOT INVITE PAR LA CGT DE PASTEUR-SANOFI à VAL de REUIL

Olivier Besancenot a été invité à rencontrer les syndiqué-e-s CGT avec une délégation du NPA, dans le respect de l'indépendance réciproque des partis et des syndicats. Le syndicat CGT avait déjà rencontré des responsables du PS et du PCF pour les alerter sur la stratégie de Sanofi. Un an après la grève de trois semaines pour les salaires, ce sera l'occasion de faire le point sur les conditions de travail des salarié-e-s de Val de Reuil et sur les perspectives du site. Cette visite est l'occasion pour le NPA de marquer son attachement au développement industriel, à la garantie de l'emploi et à l'interdiction des licenciements.

Bruno le Maire complice du dictateur Ben Ali

Plus de 50 tués lors de la révolte du peuple Tunisien contre le dictateur Ben Ali.

Le quasi silence du gouvernement français est intolérable. Pire, Bruno Le Maire, ministre de l'Agriculture et toujours « conseiller municipal » d'Evreux a étalé sa complicité en déclarant que Ben Ali était « mal jugé et qu'il avait fait beaucoup de choses ».

Tous ensemble, nous pouvons contraindre le gouvernement Sarkozy et l'Union européenne à ne pas se contenter de verser des larmes de crocodiles sur les morts. Qu'ils cessent enfin de soutenir à bout de bras ce régime en renonçant à leurs petits arrangements néo-colonialistes.

Pour prendre contact:

Envoyez vos coordonnées à npa-27@hotmail.fr

Nom : _____ Prénom : _____

adresse : _____

Tel : _____ Mail : _____

Tel: 06 88 16 08 65

Adresse :NPA-27, 43 rue St Jean, 27400 LOUVIERS